

Investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a rebondi au premier trimestre 2022 (+0,4 % après -0,4 % au quatrième trimestre 2021, ► **figure 1**) avec cependant une évolution contrastée selon les produits. L'investissement des ENF en produits manufacturés a reculé de nouveau (-1,6 % après -2,4 %), se situant à 4 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019. En particulier, l'achat de matériels de transport par les entreprises a diminué pour le quatrième trimestre consécutif et se situe 29 % sous son niveau d'avant la crise sanitaire : les livraisons d'automobile ont pâti des difficultés d'approvisionnement des constructeurs, renforcées par la guerre en Ukraine et le confinement de plusieurs villes importantes en Chine. L'investissement des ENF en construction a quant à lui légèrement progressé au premier trimestre (+0,4 % après 0,0 %), s'établissant à près de 1 % au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire. Enfin, l'investissement des ENF en services a conservé son dynamisme (+1,9 %) et dépasse de 12 % son niveau d'avant la crise sanitaire. Il est principalement porté par l'investissement en services d'information et de communication.

Au deuxième trimestre 2022, l'investissement des ENF continuerait de progresser, accélérant légèrement (+0,6 %). L'investissement en produits manufacturés se replierait de nouveau (-0,8 %), mais moins qu'au trimestre précédent, de nouveau tiré à la baisse par l'investissement en matériels de transport et du fait de perturbations encore vives des chaînes d'approvisionnement. L'investissement en services, en revanche, resterait dynamique, quoiqu'en léger ralentissement (+1,7 %). Enfin, l'investissement des ENF en construction ralentirait (+0,2 %) : il serait soutenu par la reprise des mises en chantier de bâtiments non résidentiels fin 2021, jusque-là très en deçà de leur niveau de 2019, et dont l'effet sur la production se ferait sentir tout au long de 2022 ; tandis que le volume d'activité de l'entretien et de l'amélioration de bâtiments non résidentiels stagnerait, contraint par les difficultés d'approvisionnement plus intenses des entreprises du bâtiment du fait de la guerre en Ukraine.

Au second semestre, l'investissement des ENF conserverait un rythme de croissance similaire (+0,5 % au troisième trimestre puis au quatrième trimestre). L'investissement en produits manufacturés resterait orienté la baisse, dans un contexte de faible dynamisme de l'activité et de forte incertitude, et quand bien même les difficultés d'approvisionnement ne se dégraderaient pas davantage. L'investissement en construction maintiendrait sa progression au troisième trimestre, puis marquerait le pas au quatrième trimestre, freiné par une activité en repli dans l'entretien et l'amélioration des bâtiments (affectée par le renchérissement des approvisionnements). Enfin l'investissement en services ralentirait légèrement, pénalisé par la hausse des taux d'intérêts qui accroît le coût du capital. La croissance annuelle de l'investissement des entreprises se situerait ainsi à 1,7 % en 2022, après +11,4 % en 2021. ●

► 1. Investissement des entreprises non financières (ENF)

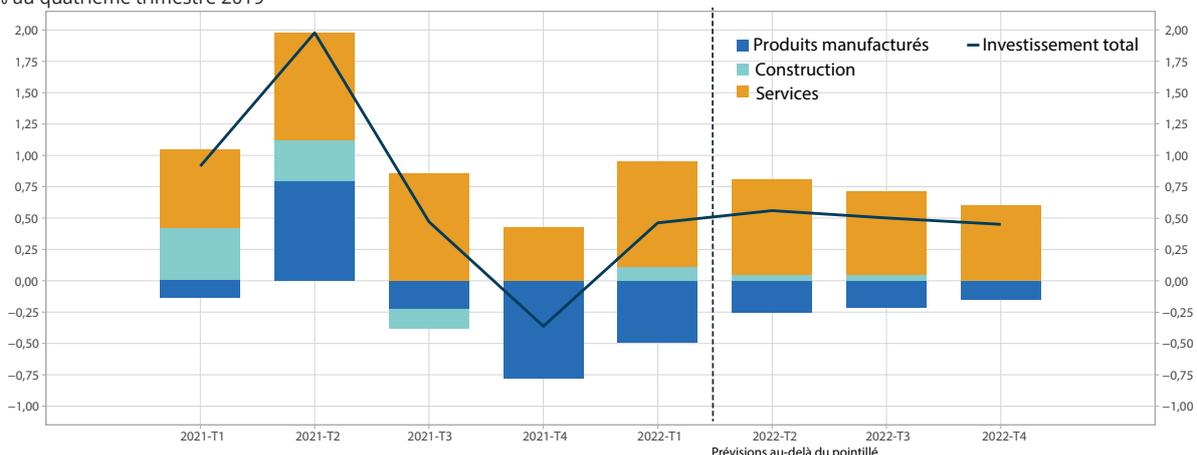
aux prix de l'année précédente chaînés, CVS-CJO, en %

	2020				Variations trimestrielles 2021				2022				Variations annuelles		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2020	2021	2022
Produits manufacturés (33 %)	-15,4	-18,1	40,2	1,5	-0,4	2,4	-0,7	-2,4	-1,6	-0,8	-0,7	-0,5	-12,9	13,3	-4,2
Construction (22 %)	-13,4	-28,1	59,2	-1,4	1,8	1,4	-0,7	0,0	0,4	0,2	0,2	0,0	-14,0	15,9	0,7
Services hors construction (44 %)	-0,6	-3,1	3,4	3,8	1,4	2,0	1,9	0,9	1,9	1,7	1,5	1,3	1,8	8,0	6,5
Tous produits (100 %)	-8,6	-13,3	24,4	1,8	0,9	2,0	0,5	-0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	-6,9	11,4	1,7

■ Préviation
Source : Insee

► 2. Investissement des entreprises non financières (ENF) par produit

écart en % au quatrième trimestre 2019



Lecture : au deuxième trimestre 2022, l'investissement des ENF augmenterait de +0,6% par rapport au premier trimestre 2022 ; la contribution de l'investissement des ENF en produits manufacturés serait de -0,25%.

Source : Insee